



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat des CSS
DREAL Occitanie
Unité Inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège
4 avenue Didier Daurat – CS 40331
31776 COLOMIERS CEDEX

ARRETE N° 55-201-03-31-00004

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant renouvellement d'une Commission de suivi de site

Société NEXTER MUNITIONS
communes de TARBES, AUREILHAN, BOURS et BORDERES-SUR-L'ECHEZ

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 125-2, L. 125-2-1, R. 125-8-1 à R. 125-8-5 et D. 125-29 à D. 125-34;

VU les consultations effectuées en vue du renouvellement de la commission de suivi du site de la société NEXTER MUNITIONS sur les communes de TARBES, AUREILHAN, BOURS et BORDERE-SUR-L'ECHEZ;

Considérant que l'usine exploitée par la société NEXTER MUNITIONS sur les communes de TARBES, AUREILHAN, BOURS et BORDERE-SUR-L'ECHEZ comporte plusieurs installations figurant sur la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement d'une part, et que le périmètre d'exposition au risque visé à l'article L. 515-15 du code de l'environnement relatif aux installations précitées inclut au moins un local d'habitation ou un lieu de travail permanent à l'extérieur de l'établissement ARKEMA à Lannemezan d'autre part ;

Considérant que le mandat des membres de la commission de suivi de site (CSS) NEXTER MUNITIONS est arrivé à échéance le 3 juin 2019 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Hautes-Pyrénées,

ARRETE

Article 1^{er} : RENOUELEMENT ET PERIMETRE

La commission de suivi de site autour de l'installation de la société NEXTER MUNITIONS, sise sur les communes de TARBES, AUREILHAN, BOURS et BORDERE-SUR-L'ECHEZ, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation avec servitudes d'utilité publique, est renouvelée.

.. / ..

Article 2 : COMPOSITION

I. La commission est composée des membres suivants, répartis en cinq collèges :

Collège « Administrations de l'Etat » :

- Le Préfet des Hautes-Pyrénées ou son représentant,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant, Inspecteur des installations classées,
- Le directeur départemental des territoires des Hautes-Pyrénées ou son représentant,
- Le chef du service interministériel de défense et de protection civile de la Préfecture ou son représentant,
- La directrice de la Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ou son représentant,
- Le chef du service d'incendie et de secours des Hautes-Pyrénées ou son représentant,
- La déléguée territoriale de l'Agence Régionale de Santé ou son représentant,

Collège « Elus des collectivités territoriales » :

- Le maire de Tarbes ou son représentant,
- Le maire de BOURS ou son représentant,,
- Le maire de BORDERES-SUR-ECHEZ ou son représentant,
- Le maire de d'AUREILHAN ou son représentant,
- M. le conseiller départemental du canton d'Aureilhan, titulaire, ou son représentant,
- M. le conseiller départemental du canton de Tarbes 1, titulaire, ou son représentant,

Collège « Exploitants » :

- Le chef d'établissement de la société NEXTER MUNITIONS, ou son suppléant
- Le responsable prévention des risques et environnement de la société NEXTER MUNITIONS, ou son suppléant.

Collège « Riverains - Associations de protection de l'environnement » :

- Mme Cécile ARGENTIN et M. Daniel NEGRIER, représentants de l'association France Nature Environnement des Hautes-Pyrénées,
- M. Georges PUJOS, titulaire ou M. Francis PENALVER suppléant, riverains.

Collège « Salariés » :

- Le représentant des salariés de NEXTER MUNITIONS ou son suppléant ;

II. Le Préfet, ou son représentant, est nommé président de la commission.

Les membres sont nommés pour une durée de cinq ans. Chaque membre peut mandater un des membres de la commission pour le remplacer en cas d'empêchement pour toutes réunions de la commission. Un membre peut recevoir deux mandats au plus.

Pour les votes précédant la prise de décision, chacun des cinq collèges définis ci-dessus bénéficie du même poids (42 voix), suivant la répartition ci-dessous:

- collège « administrations » : 6 voix par membre,
- collège « élus » : 7 voix par membre,
- collège « exploitant » : 21 voix par membre,
- collège « riverains » : 21 voix par membre,
- collège « salariés » : 42 voix par membre,

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

.. / ..

Article 3 : DOMAINE DE COMPETENCE

I- La commission a pour mission de :

1° Créer entre les différents représentants des collèges mentionnés au I de l'article R. 125-8-2 du code de l'environnement un cadre d'échange et d'information sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par les exploitants des installations classées en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement;

2° Suivre l'activité des installations classées pour lesquelles elle a été créée, que ce soit lors de leur création, de leur exploitation ou de leur cessation d'activité ;

3° Promouvoir pour ces installations l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

II- Elle est, à cet effet, tenue régulièrement informée :

1° Des décisions individuelles dont ces installations font l'objet, en application des dispositions législatives du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

2° Des incidents ou accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de ces installations, et notamment de ceux mentionnés à l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

III- Elle est informée en outre :

1° Par l'exploitant des éléments compris dans le bilan prévu à l'article 6 ci-après ;

2° Des modifications mentionnées à l'article R. 512-33 du code de l'environnement que l'exploitant envisage d'apporter à cette installation ainsi que des mesures prises par le préfet en application des dispositions de ce même article ;

3° Du plan particulier d'intervention établi en application de l'article 15 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile et du plan d'opération interne établi en application de l'article L. 512-29 du code de l'environnement et des exercices relatifs à ce plan ;

4° Du rapport environnemental de la la société NEXTER MUNITIONS sur les communes de TARBES, AUREILHAN, BOURS et BORDERE-SUR-L'ECHEZ.

IV- Elle est destinataire des rapports d'analyse critique réalisés en application de l'article R. 512-7 du code de l'environnement relatif à l'analyse critique d'éléments du dossier d'autorisation. Son président l'est du rapport d'évaluation prévu par l'article L. 515-26 du code de l'environnement.

Elle peut émettre des observations sur les documents réalisés par l'exploitant et les pouvoirs publics en vue d'informer les citoyens sur les risques auxquels ils sont exposés.

Elle peut demander des informations sur les accidents dont les conséquences sont perceptibles à l'extérieur du site.

V- La société NEXTER MUNITIONS sur les communes de TARBES, AUREILHAN, BOURS et BORDERE-SUR-L'ECHEZ peut présenter à la commission, en amont de leur réalisation, ses projets de création, d'extension ou de modification de ses installations.

Dans le cas où une concertation préalable à l'enquête publique est menée en application du I de l'article L. 121-16 du code de l'environnement, la commission constitue le comité prévue au II de cet article.

VI- Sans préjudice des mesures mentionnées aux articles R. 125-9 à R. 125-14 du code de l'environnement sont, en application de l'article 6 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal, exclus des éléments à porter à la connaissance de la commission les indications susceptibles de porter atteinte au secret de défense nationale ou aux secrets de fabrication ainsi que celles de nature à faciliter la réalisation d'actes de malveillance.

.. / ..

Article 4 : EXPERTISE

La commission de suivi de site peut faire appel aux compétences d'experts reconnus, notamment pour réaliser des tierces expertises, par délibération approuvée à la majorité des membres présents ou représentés.

L'intervention de l'expert est réalisée sans préjudice des dispositions prévues à l'article R. 512-7 du code de l'environnement et relatif à l'analyse critique d'éléments du dossier d'autorisation.

Article 5 : FONCTIONNEMENT

La commission comporte un bureau composé du président et d'un représentant par collège. Ce représentant est désigné par les membres de chacun des collèges au cours de la première réunion de la commission suivant la signature du présent arrêté.

La commission se réunit au moins une fois par an ou sur demande d'au moins trois membres du bureau. L'ordre du jour est fixé par le bureau. L'inscription à l'ordre du jour d'une demande d'avis au titre de la procédure d'élaboration d'un PPRT est de droit.

Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit la commission.

Le président peut inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière.

La commission met régulièrement à disposition du public, éventuellement par voie électronique, un bilan de ses actions et les thèmes de ses prochains débats.

Les réunions de la commission sont ouvertes au public sur décision du bureau.

Le secrétariat est assuré par la DREAL Occitanie.

Article 6 : BILANS

L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 125-29 du code de l'environnement adresse au moins une fois par an à la commission un bilan qui comprend en particulier :

- Les actions réalisées pour la prévention des risques et leur coût ;
- Le bilan du système de gestion de la sécurité prévu dans l'arrêté ministériel pris en application de l'article R. 512-9 du code de l'environnement ;
- Les comptes rendus des incidents et accidents de l'installation tels que prévus par l'article R. 512-69 du code de l'environnement ainsi que les comptes rendus des exercices d'alerte ;
- Le cas échéant, le programme pluriannuel d'objectifs de réduction des risques ;
- La mention des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet, en application des dispositions du code de l'environnement, depuis son autorisation.

Les représentants des collectivités territoriales ou des établissements publics de coopération intercommunale, membres de la commission, l'informent des changements en cours ou projetés pouvant avoir un impact sur l'aménagement de l'espace autour desdites installations.

Article 7 : PUBLICITES

Le présent arrêté sera affiché dans les mairies de TARBES, AUREILHAN, BOURS et BORDERE-SUR-L'ECHEZ pendant une durée minimum d'un mois et sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Article 8 : ABROGATION

Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral du 03 juin 2014 modifié portant création de la commission de suivi de site NEXTER MUNITIONS.

.. / ..

Article 9 : RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 10 : EXECUTION

La secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées, le maire de Tarbes, le maire de Bours, le maire de Bordères sur Echez, le maire d'Aureilhan, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

31 MARS 2021

Pour le Préfet et par délégation.
La Secrétaire Générale

Sibylle SAMOYAUULT

